

QUAND L'ÉLYSÉE TENTE DE FAIRE EFFACER UN TWEET POUR LA PALESTINE

Avec plus de 37 milliards d'écoutes en ligne comptabilisées en 2022 sur les différentes plateformes, DJ Snake – William Grigahcine de son vrai nom – est l'un des artistes les plus écoutés au monde. Il vient de révéler qu'il a été contacté par les conseillers de Macron pour qu'il supprime ses tweets sur la Palestine.

En effet, en mai dernier, les services de l'Élysée auraient appelé DJ Snake pour lui demander de retirer un tweet dénonçant le génocide en cours à Gaza. L'artiste a raconté cette affaire dans une interview en ligne avec le streamer Naskid mardi 19 novembre.

Il a expliqué : «Je suis qu'un DJ, c'est pas mon taff d'aller tweeter le président Macron et me retrouver dans des sauces avec l'Élysée qui appelle mon management en demandant : "Est-ce qu'il peut supprimer le tweet ? Est-ce qu'on peut se rencontrer" J'ai envie de rencontrer personne. Mettez fin à ça. Moi je fais de la musique». DJ Snake a souligné être «meurtri» par le sort de la population palestinienne : **«C'est pas une guerre, c'est un génocide»**. Que contenait le tweet en question ? Rien de bien extraordinaire. Le DJ avait répondu à un tweet du Président sur la situation en Palestine, avec cette phrase : **«C'est à partir de combien de civils et d'enfants morts le génocide ?»**. Il avait recueilli plus de 64.000 likes, plus que le compte de Macron. En langage internet, on appelle ça un «ratio». Et il faut croire que ça a agacé les services chargés de la communication présidentielle. Interrogé, l'Élysée a reconnu «des échanges avec l'entourage de l'artiste», mais sans avouer avoir demandé la suppression du message.

Pourtant, ce n'est pas la première fois que des artistes et célébrités subissent des coups de pression et punitions pour avoir critiqué le président ou sa complicité avec Israël.

Entre autres exemples, la chanteuse Izïa Higelin qui avait, lors d'un de ses concerts durant l'été 2023, imaginé que Macron puisse être transformé en «une piñata humaine géante». La gendarmerie avait essayé de l'arrêter à la fin du concert, puis elle avait été déprogrammée par la mairie de Marcq-en-Barœul où elle devait se produire et une enquête avait été ouverte contre l'artiste.

En 2022 dans la ville du Touquet, fréquentée par le couple Macron, le chanteur Marc Rebillet avait insulté le président et crié «Dégage Macron !», slogan repris par une partie du public. La direction du festival avait annoncé ne pas le programmer lors d'éditions futures. Dans le même registre, l'humoriste Guillaume Meurice a été licencié de France Inter il y a quelques mois pour une vanne contre Netanyahu.

Waly Dia, autre célèbre humoriste, avait vu une de ses publicités supprimées du réseau de la RATP parce qu'elle comportait une blague sur la police des polices.

Plus récemment, la chanteuse Zaho de Sagazan avait été déprogrammée des radios possédées par Bolloré pour avoir exprimé un «gros fuck à Cyril Hanouna» et participé à un concert contre l'extrême droite. On pourrait continuer la liste encore longtemps. Et ces cas concernent des stars, c'est sans compter les nombreuses personnes qui ont réellement fini en garde à vue ou devant les tribunaux pour des banderoles ou des publications en ligne contre Macron. En mars 2023, une quinquagénaire du Nord de la France avait subi une descente de gendarmes chez elle et un séjour en cellule pour avoir qualifié Macron "d'ordure" sur sa page Facebook.

On entend souvent les gens de droite affirmer qu'en France «on ne peut plus rien dire». C'est vrai, on ne peut plus rien dire : même quand on est un artiste à succès, critiquer Israël, le gouvernement, la répression ou l'extrême droite est devenu risqué.